

la justice elle-même. Lorsqu'on a peur, on veut tuer les pillards, arrêter les gens sans motif, les détenir sans cautionnement et forcer les aveux.

Monsieur l'Orateur, je demande aux personnes qui fabriquent des bombes, qui refusent l'échange pacifique des idées et qui ne veulent pas accepter les décisions des arbitres autorisés, si tels sont les résultats qu'elles visent et si elles souhaitent consciemment que la société dévale cette pente jusqu'à sa destruction?

Nous qui représentons, dans cette enceinte, les partis politiques, nous assumons une lourde responsabilité à cet égard. Nous ne devons pas abandonner le fardeau qui incombe à nos partis: c'est-à-dire offrir à tous les Canadiens des instruments normaux pour leurs activités politiques. Si nous ne fournissons pas la preuve de la vitalité du processus démocratique, nous aurons failli à nos responsabilités et prouvé à nos critiques que notre régime est bel et bien défectueux.

J'ajoute, au nom du parti libéral, monsieur l'Orateur, que nous acceptons ce défi, que nous voulons à l'avenir comme dans le passé être les hérauts du changement, que nous n'abandonnerons pas notre rôle de défenseur de la grande majorité des Canadiens, que nous voulons écouter, comprendre, agir et diriger.

Notre Canada constitue une expérience hardie, une expérience que nous devons poursuivre dans l'ordre, comme autrefois. Mais l'ordre n'est pas l'immobilisme. L'évolution dans l'ordre ne conduit pas nécessairement à des résultats moins originaux ou moins souhaitables que ne le feraient les programmes des partisans de réformes précipitées.

Les programmes hardis ne le sont pas moins lorsqu'ils sont soigneusement étudiés. Les réformes étendues ne le sont pas moins lorsqu'elles sont attentivement conçues.

Grâce à une évolution ordonnée, nous pourrions conserver notre sens de direction, notre unité en même temps que notre diversité. Notre unité doit tendre vers un Canada meilleur, un Canada où toutes les formes de diversité qui font notre force puissent s'épanouir dans notre intérêt, où la dignité et la valeur de chaque citoyen prendront une ampleur nouvelle, où tous se verront ménager des occasions vraiment égales, que n'entraveront ni la maladie, ni l'ignorance, ni la pauvreté; un Canada existant comme un pays libre dans un monde où la liberté et la paix seront la norme et non un idéal illusoire.

Je suis persuadé, monsieur l'Orateur, que ce sont là les objectifs de tous les députés ici. Si nous différons d'avis, c'est dans la façon de les atteindre, dans les priorités à établir et dans la façon de juger de nos réalisations. Le Parlement en tant qu'institution vise à concilier ces opinions divergentes. Je compte, mon-

sieur l'Orateur, comme tous les chefs des partis de l'opposition et tous les députés, j'en suis sûr, sur une session féconde et efficace, qui donnera à la Chambre le prestige qui lui revient et nous permettra d'atteindre notre objectif commun, celui d'un Canada meilleur.

Des voix: Bravo!

• (3.00 p.m.)

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, j'aimerais féliciter le député de Sarnia (M. Cullen) et le député de Lapointe (M. Marceau) des discours dignes d'éloges qu'ils ont prononcés en proposant et appuyant l'Adresse en réponse au discours du trône. Leur tâche n'était pas facile, car il est difficile de faire des miracles. Un de mes collègues a décrit le discours du trône disant qu'il s'agissait d'un «discours plates-côtes». Il n'offre pas grand-chose à se mettre sous la dent.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Voilà maintenant que le ministre du Travail (M. Mackasey) nous sert le plat de baratin dont il aime nous régaler.

M. Baldwin: C'est vendredi, donc jour maigre.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Le discours du trône, tout comme celui du premier ministre cet après-midi, est rempli de vœux pieux et de bonnes intentions. Personne ne saurait trouver à redire aux sentiments de haute moralité publique que vient d'exposer le premier ministre (M. Trudeau). D'autre part, j'ai l'impression que les Canadiens seront déçus du discours du trône et du discours que nous venons d'entendre, car depuis plus d'un an déjà ils attendent que le gouvernement leur fasse part de ses projets pour une société juste; selon moi, la majorité des Canadiens voit dans une société juste l'assurance d'une plus grande justice légale.

Naturellement, nous voulons des mesures relatives à l'usage des tables d'écoute et à la détention avant la mise en liberté provisoire et des mesures qui assureront à tous un traitement juste et équitable devant la loi. Tout cela, notre parti le préconise depuis des années et il est dommage qu'un gouvernement libéral, au pouvoir depuis plus de six ans, ne fasse que commencer à s'en occuper. Dans une société juste, il faut plus que la justice légale. Dans une société juste, on doit sûrement pouvoir trouver aussi la justice sociale, la justice économique. Pourtant, dans le discours du trône et celui du premier ministre cet après-midi, on a parlé de façon extrêmement vague et évasive de ce que le gouvernement compte faire pour assurer une plus